



Open Debate: Conflict Related Sexual Violences

New York, le 19 août 2025

Déclaration lue par Oliver Hoehne, Chargé d'affaires a.i.
Représentant permanent adjoint de la Suisse

Monsieur le Président,

Je tiens à vous remercier d'avoir organisé ce débat, ainsi que les intervenants pour leurs contributions et leurs témoignages.

Le rapport du Secrétaire général dresse un tableau sombre : les viols et autres actes de violences sexuelles continuent d'être utilisés comme tactique de guerre, comme moyen de torture et de répandre la terreur parmi la population civile. Des violences sexuelles sont commises en détention, dans le cadre d'enlèvements et de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle. L'impunité reste malheureusement encore et toujours la norme.

Je voudrais soulever les points suivants :

Premièrement, la Suisse appelle au respect du droit international, en particulier le droit international humanitaire et les droits de l'homme, en toutes circonstances. La population civile ainsi que les infrastructures doivent être protégées et ne pas être visées. La destruction d'infrastructures civiles, telles que les hôpitaux, et les attaques contre le personnel humanitaire limitent considérablement l'accès des victimes de violences sexuelles aux services essentiels. Cela aggrave les conséquences physiques et sociales subies par celles-ci, en particulier les femmes et les filles. Il est donc essentiel de garantir un accès rapide et sans entrave à l'aide humanitaire, y compris pour les victimes de violences sexuelles. Je rappelle également que le droit international impose de respecter et de protéger le personnel humanitaire et onusien, obligation réaffirmée par la résolution 2730 du Conseil de sécurité, adoptée à l'initiative de mon pays.

Deuxièmement, nous devons veiller à ce que l'impunité pour les actes de violences sexuelles prenne fin. A cet égard, la Suisse soutient les efforts cruciaux déployés par la Cour pénale internationale pour traduire les auteurs en justice. Le Conseil de sécurité doit quant à lui continuer de lutter contre l'impunité et garantir la responsabilité par tous les moyens à sa disposition, y compris en adoptant des critères de désignation axés sur la violence sexuelle dans les régimes de sanctions. Une reddition des comptes effective est non seulement une obligation morale et juridique, mais aussi le seul moyen de briser le cercle vicieux de la violence et de prévenir de nouveaux actes. C'est dans ce même esprit que la Suisse et l'Institut International pour la Justice et l'État de Droit ont organisé en novembre dernier une table ronde consacrée à l'amélioration des réponses judiciaires à l'impunité liée aux violences sexuelles et sexistes commises dans le cadre du terrorisme.

Troisièmement, là où les opérations de paix des Nations unies se retirent, les progrès obtenus dans les domaines de la prévention, de la protection et de la réponse aux violences sexuelles sont mis en péril. Alors que les Etats ont la responsabilité première d'assurer la protection des civils, il est essentiel que les Nations unies puissent également être en mesure de poursuivre les activités de protection et de surveillance pertinentes pendant et après les transitions. C'est pourquoi la Suisse co-finance, avec d'autres bailleurs, le *CRSV Multi-Partner Trust Fund*. Un fonds qui permet à *UN Action* de renforcer la prévention, la protection et l'accès des survivants de violences sexuelles à des services essentiels dans 17 contextes touchés par les conflits, dont le Mali et le Soudan. En outre, la Suisse collabore étroitement avec des organisations locales et soutient, depuis 2022, le *Global Survivors Fund*, qui offre



réparations, soins et formations aux victimes de violences sexuelles. Par exemple en RDC, plus de 1 000 survivants ont déjà bénéficié de soins médicaux, d'un accompagnement psychologique et d'indemnisations.

Monsieur le Président,

La Journée mondiale de l'aide humanitaire est l'occasion de réitérer notre engagement à défendre le respect du droit international et la reddition de comptes en cas de violations. Elle permet également de souligner l'importance de l'accès aux services essentiels ainsi que la protection des survivantes et survivants de violences sexuelles dans les conflits, y compris dans le contexte du terrorisme.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. President,

I would like to thank you for organizing this debate, as well as the speakers for their contributions and testimonies.

The Secretary-General's report paints a grim picture: rape and other acts of sexual violence continue to be used as a tactic of war, as a means of torture and to spread terror among the civilian population. Sexual violence is committed in detention, in the context of abductions and human trafficking for sexual exploitation. Unfortunately, impunity still remains the norm.

I would like to raise the following points:

First, Switzerland calls for respect for international law, in particular international humanitarian law and human rights, in all circumstances. Civilians and civilian infrastructure must be protected and not targeted. The destruction of civilian infrastructure, such as hospitals, and attacks against humanitarian personnel severely restrict access to essential services for victims of sexual violence. This exacerbates the physical and social consequences they suffered, particularly women and girls. It is therefore essential to ensure rapid and unimpeded access to humanitarian assistance, including for victims of sexual violence. I also recall that international law requires that humanitarian and UN personnel be respected and protected, an obligation reaffirmed by Security Council resolution 2730, adopted at the initiative of my country.

Second, we must ensure that impunity for acts of sexual violence comes to an end. Switzerland also supports the crucial efforts of the International Criminal Court to bring perpetrators to justice. The Security Council must continue to combat impunity and ensure accountability by all means at its disposal, including by adopting designation criteria related to sexual violence in sanctions regimes. Effective accountability is not only a moral and legal obligation, but also the only way to break the vicious cycle of violence and prevent further acts. It is in this same spirit that Switzerland and the International Institute for Justice and the Rule of Law organized a roundtable last November dedicated to strengthening judicial responses to impunity for sexual and gender-based violence committed in the context of terrorism.

Third, where UN peace operations withdraw, progress made in preventing, protecting against, and responding to sexual violence is put at risk. While states have the primary responsibility to protect civilians, it is essential that the UN also be able to continue relevant protection and monitoring activities during and after transitions. That is why Switzerland, together with other donors, co-funds the *CRSV Multi-Partner Trust Fund*, a fund which enables *UN Action* to strengthen prevention, protection and access to essential services for survivors of sexual violence in 17 conflict-affected contexts, including Mali and Sudan. In addition, Switzerland works closely with local organizations on the front lines of the fight against sexual violence and has been supporting the *Global Survivors Fund* since 2022, which



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Seul le texte prononcé fait foi
Check against delivery

provides reparations, care and training to victims of sexual violence. For example, in the DRC, more than 1,000 survivors have already received medical care, psychological support and compensation.

Mr. President,

World Humanitarian Day is an opportunity to reiterate our commitment to upholding international law and accountability in cases of violations. It also provides an occasion to highlight the importance of access to essential services as well as the protection of survivors of sexual violence in conflict, including in the context of terrorism.

I thank you.